

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Alphinat Inc. (« ALPHINAT ») (Bourse de croissance TSX : NPA.P) a publié ses résultats pour la période de 3 mois terminée le 31 mai 2007.

Général

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 24 juillet 2007 et doit être lu en parallèle avec les états financiers intérimaires d'Alphinat et les notes afférentes pour les périodes terminées le 31 mai 2007 et le 31 mai 2006 ainsi que les états financiers annuels et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 août 2006.

Ces états financiers ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

À moins d'indication contraire, tous les chiffres sont libellés en dollars canadiens.

Cette analyse de la Direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 24 juillet 2007.

Activités économiques

Au cours du trimestre sous revue, la Société a vendu une licence gouvernementale de sa suite « SmartGuide » au gouvernement du Québec pour un prix de 1 012 000 \$ dont 75 000 \$ en service de formation et d'installation. Grâce à cette entente, la suite SmartGuide est maintenant à la disposition de 150 ministères et organismes du Gouvernement du Québec qui souhaitent mettre en ligne des solutions qui fédèrent l'accès à leurs divers services.

L'un des caractères novateurs de la solution Alphinat qui a retenu l'attention particulière du Gouvernement est le fait de permettre à des gestionnaires de processus de déployer librement - indépendamment des infrastructures et systèmes sous-jacents - des services en ligne accessibles par le même outil convivial.

Cette approche qui simplifie immédiatement l'accès aux services du gouvernement selon la logique des besoins des clients (citoyens et entreprises) permet alors le déploiement ordonné des initiatives de gouvernement en ligne. Contrairement aux approches monolithiques traditionnelles, la solution Alphinat facilite à la fois l'offre de chaque ministère et organisme (approche « push ») et le déploiement des portails fédérateurs (approche « pull » matérialisée dans les portails Gouvernementaux de services) qui donnent une vue unifiée du Gouvernement.

Pour compléter l'offre logicielle, la Société offre des services de formation, d'accompagnement et de réalisation aux ministères et organismes.

Activités de R&D

Les efforts R&D de la société ont porté sur le développement continu de la suite SmartGuide et ont abouti au lancement de la version 3.1.1 dudit produit logiciel. Ces travaux ont permis d'assurer une plus grande interopérabilité entre systèmes et une plus grande souplesse en matière d'environnement de déploiement et de choix de bases de données. L'utilisation de

services externes a également été enrichie permettant d'accroître la souplesse du produit en matière d'appel à ces services.

SmartGuide est un outil SOA (Service Oriented Architecture) qui permet de créer toute application Web à partir de systèmes, sources de données et processus disparates, avec un recours minimal à des ressources de programmation.

SmartGuide comprend un outil de création et de gestion (SmartGuide Designer) qui permet de déployer des instances Web sur toute plateforme disponible (SmartGuide Server) indépendamment des infrastructures logicielles sous-jacentes.

Données financières choisies

	Pour les 3 mois terminés les		Pour les 9 mois terminés les	
	31 mai 2007 (non vérifiées)	31 mai 2006 (non vérifiées)	31 mai 2007 (non vérifiées)	31 mai 2006 (non vérifiées)
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires net	5 625	67 863	180 810	111 739
Bénéfice net (perte nette)	(200 384)	(112 518)	(492 109)	(417 867)
Bénéfice (perte) par action (de base et diluée)	(0.006)	(0.004)	(0.014)	(0.015)

Produits

Aucun revenu n'a été enregistré durant les trois mois de mars 2007 à mai 2007 sauf un montant de 5 625 \$ correspondant à la prise en compte de revenus payés d'avance. La totalité des sommes de la vente d'une licence gouvernementale au gouvernement du Québec a été enregistrée comme revenu perçu d'avance selon les recommandations des vérificateurs de la Société compte tenu des abrégés du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-141 à 143 portant sur la constatation des produits pour les ventes de logiciels. Selon ces règles, l'historique de ventes de licences de SmartGuide est trop court pour établir une constance dans l'application des frais d'entretien. En conséquence, le montant de cette vente, incluant toute somme pour les licences, doit être reconnu de manière linéaire sur la durée du contrat, soit une période de 12 mois.

Les revenus de 67 863 \$ comptabilisés durant le même période de 2006 correspondait à des services professionnels reliés aux produits de la Société.

Pour la période de 9 mois terminée le 31 mai 2007, les revenus représentent la livraison de licences de SmartGuide à un grand intégrateur du Québec ainsi que des mandats de services professionnels qui ont été livré durant la période. Notre outil est utilisé pour arrimer efficacement et économiquement à des services web de ministères le guichet unique offert aux entrepreneurs dans le cadre du portail gouvernemental de services aux entreprises (PGSE).

Avec la vente de la licence gouvernementale réalisée en mai 2007, la Société s'attend à une augmentation de mandats de services professionnels.

Évoluant au sein d'un marché émergent, Alphinat fait face aux défis typiques des sociétés technologiques de petites capitalisations et continue de composer avec de longs cycles de vente pour ses produits. La Société tire la majeure partie de ses revenus de la vente de licences d'utilisation de logiciels, de services de soutien technique après-vente et de services spécialisés. Les contrats de licences ayant une valeur unitaire élevée, le prolongement du cycle de vente vers un trimestre ultérieur entraîne un impact notable sur les résultats.

Frais de Commercialisation et d'Administration

L'augmentation des frais de commercialisation et d'administration est due à l'intensification des efforts de commercialisation auprès du gouvernement du Québec, marquée notamment par l'embauche de Monsieur Jean Gagné au poste de Vice-président exécutif, Ventes et Développement des affaires en novembre 2006.

Frais de R&D

Pour les trois mois terminés le 31 mai 2007, ils ont enregistré une diminution de 26 335 \$ comparativement à la même période en 2006 dû au départ d'un programmeur dont le mandat spécifique de développement était terminé ainsi que la mutation d'un employé vers des activités de services professionnels et de marketing.

Pour les 6 mois terminés le 31 mai 2007, les frais de R&D ont totalisé 263 021 \$ contre 310 661 \$ pour la même période de 2006.

Charges financières

La diminution des revenus d'intérêt explique l'augmentation nette des charges financières alors que les intérêts et frais bancaires ainsi que les intérêts sur les dettes à long terme ont diminué.

Perte de l'exercice

La perte nette de la période de trois terminée le 31 mai 2007 s'est élevé à 200 384 \$ (ou 0.006 \$ par action sur une base diluée) comparé à une perte de 112 518 \$ (0.004 \$ par action sur une base diluée) pour la période correspondante de 2006. Pour la période de 9 mois terminée le 31 mai 2007, la perte nette se chiffre à 492 109 \$ (0.014 \$ par action sur une base diluée) comparé à une perte de 417 867 \$ (0.015 \$ par action sur une base diluée) pour la même période de 2006.

Actif

Le solde de trésorerie au 31 mai 2007 se chiffre à 107 106 \$ comparativement à 443 726 \$ en date du précédent exercice financier du 31 août 2006.

L'augmentation des comptes débiteurs est due à la vente de la licence gouvernementale au gouvernement de Québec de la suite logicielle SmartGuide qui a eu lieu au cours du trimestre sous revue.

La diminution des taxes à la consommation à recevoir est due à l'enregistrement de remboursements dont un au montant de 25 811 \$.

Les crédits R&D se chiffrent 90 875 \$ au 31 mai 2007 comparés à 178 031 \$ au 31 mai 2006. Cette diminution est attribuable au fait que la Société a perçu les montants de crédit R&D qui lui étaient dues avant qu'elle ne devienne publique. Depuis que la Société est devenue publique (le 27 avril 2005), les crédits d'impôt R&D ne sont plus remboursables par le gouvernement fédéral.

Passif

La diminution des comptes créditeurs et charges à payer est attribuable au paiement d'honoraires professionnels. Ils sont passés de 99 989 \$ au 31 août 2006 à 55 277 \$ au 31 mai 2007.

Les revenus perçus d'avance sont de 824 500 \$. Cette augmentation est attribuable au fait que la totalité des sommes de la vente d'une licence gouvernementale au gouvernement du Québec a été enregistrée comme revenu perçu d'avance selon les recommandations des vérificateurs de la Société compte tenu des abrégés du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-141 à 143 portant sur la constatation des produits pour les ventes de logiciels. Ce montant sera reconnu de manière linéaire sur la durée du contrat (12 mois).

Durant le trimestre terminé le 31 octobre 2006, Alphinat avait vendu une licence de SmartGuide à LGS pour la réalisation du Portail Gouvernemental de Service aux Entreprises et aux fins exclusives de rétrocession de ladite licence à Service Québec. Ainsi, dans le contexte de la vente de la licence gouvernementale de SmartGuide au Ministère des Services Gouvernementaux, le gouvernement a demandé de se faire créditer la licence qui avait été vendue à Service Québec. La provision pour revenu de 187 500 \$ représente cette somme. Service Québec a le choix de demander un remboursement en argent ou en services professionnels. À la date de ce rapport, ce choix n'a pas été effectué.

Les avances faites à la société par un Administrateur et des personnes liées sont restées sensiblement au même niveau qu'en 2006. Ces avances ne portent pas d'intérêt.

L'emprunt d'une société sous contrôle commun est resté au même niveau qu'en 2006 à la société associée ayant accepté de différer jusqu'à nouvel avis le remboursement de 64 500 \$ dû le 5 novembre 2006.

La dette à long terme de 41 750 \$ et la portion à court terme de 20 040 \$ correspondent à un emprunt auprès de la Banque de Développement du Canada remboursable par mensualités de 1 670 \$.

Capitaux propres

Par rapport à l'exercice fiscal terminé le 31 août 2006, le montant du capital-actions a augmenté de 30 000 \$ pour un total de 4 344 100 \$. Cette augmentation correspond à l'octroi de 300 000 actions évaluées à .10 \$ chacune à titre d'incitatif à l'emploi du personnel de la Société.

Par rapport à l'exercice fiscal terminé le 31 août 2006, le montant des Options d'achat d'actions a augmenté de 28 600 \$ pour un total de 1 022 137 \$. Ce montant représente la valeur comptable des 715 000 options d'achats d'actions octroyées à titre d'incitatif à l'emploi du Vice-président Ventes et Développement des Affaires de la société en novembre 2006.

Il n'y a aucun changement du montant de surplus d'apport au 31 mai 2007 par rapport aux chiffres du bilan au 31 août 2006 (182 020 \$).

Par rapport à l'exercice fiscal terminé le 31 août 2006, la diminution du déficit est causée par le bénéfice net de 361 716 \$ réalisé au cours de la période de 3 mois terminée le 31 mai 2007.

En date de ce rapport le nombre d'actions ordinaires de la société se chiffre à 34 856 667.

En date du 31 mai 2007, le nombre d'options en cours s'élève à 5 011 144 dont 4 296 144 exerçables au prix moyen de 0.27 \$ sur une moyenne pondérée de 33 mois étaient en

circulation en date du 31 août 2006. Au cours de la période sous revue, un montant de 715 000 options exerçables pendant sur 54 mois au prix moyen de .10\$ a été octroyé sous le régime d'options en vigueur de la société. Ces options qui complétaient l'incitatif à l'emploi du personnel de la Société. à un coût de 28 600 \$ selon la méthode de Black & Scholes (une majoration de 10 991 \$ par rapport au montant figurant aux états intérimaires du 30 novembre 2006 qui avait été calculé sur une base différente.)

Le tableau suivant résume le nombre des bons de souscription en circulation à la date du présent rapport :

Nombre de bons de souscription	Prix de levée pondéré par action	Échéance
2 500 000	0.18 \$	10 janvier 2008
866 667	0.18 \$	23 février 2008

Liquidités et solvabilité

Au 31 mai 2007, la société avait une encaisse et des liquidités de 107 106 \$ comparativement à 443 726 \$ au 31 août 2007. Pour financer la continuité de ses activités, la société compte sur le paiement des sommes dues par le gouvernement du Québec en vertu de la vente d'une licence gouvernementale, sur la conclusion prochaine de contrats de vente importants de licences des produits Alphinat et de mandats de services professionnels reliés aux produits de la Société résultant des initiatives de commercialisation en cours et sur la mise à la disposition de la société d'une facilité de financement proposé par un Administrateur.

Engagements à long terme

À la date du 30 novembre 2005 la société est responsable de paiements sur contrat de location de voiture de 613.45 \$ par mois jusqu'au 3 septembre 2007.

Il n'existe aucun autre engagement à long terme de la société.

Opérations avec apparentés

Aucune opération n'a été effectuée entre des apparentés et la société au cours de cette période.

Une société affiliée a consenti à reporter, pour une période indéterminée, un remboursement d'avances de 64 500 \$ dû en novembre 2006.

Événements postérieurs à la date du bilan

La Société a reçu le paiement par le Ministère des Services Gouvernementaux pour la vente de la licence gouvernementale au montant de 1 012 000 \$ le 19 juillet 2007.

Processus d'information continue et contrôles liés à la divulgation d'information

La société dépose ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse et d'autres documents requis dans la base de données Sedar à www.sedar.com.

Les actions de la compagnie sont inscrites à la Bourse de croissance de TSX à Toronto sous le symbole NPA.

Conformément au règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces à la fin de la période terminée le 31 mai 2007. Ils ont également conclu que la conception de ces contrôles et procédures fournies une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société (y compris ses filiales consolidées) leur est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents trimestriels et annuels sont établis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif d'obtenir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers conformément aux PCGR. Aucune modification au mécanisme de contrôle interne, qui a eu ou pourrait vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante, n'a été communiquée par d'autres personnes au sein des entités de la Société ou n'a été identifiée par la direction au cours du trimestre terminé le 31 mai 2007.

Constatation des revenus

La Société constate les produits tirés de la vente de licences d'utilisation de logiciels et des services de soutien technique après-vente s'y rattachant, ainsi que des autres services connexes conformément aux abrégés du Comité sur les problèmes nouveaux CPN-141 à 143 portant sur la constatation des produits. Les honoraires tirés d'ententes visant les licences, les services de soutien technique après-vente et les autres services connexes sont attribués aux diverses composantes selon les éléments probants objectifs et spécifiques à la Société appuyant la juste valeur de chacune des composantes. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes que l'entente est en vigueur, que le logiciel a été livré, qu'il ne fait aucun doute que le produit a été bien accueilli, que les frais connexes ont été établis ou peuvent l'être, et que la perception de la contrepartie est raisonnablement assurée. Les produits tirés des composantes de soutien technique après-vente sont constatés au prorata sur la durée du contrat de soutien. Les produits tirés des autres services connexes sont constatés au fur et à mesure que les services sont rendus.

Perspectives

Alphinat se spécialise dans le développement et la commercialisation de produits SOA (*Service Oriented Architecture*) qui facilitent et accélèrent la mise en œuvre d'applications, des sites et des portails orientés vers les besoins précis des utilisateurs tout en assurant une réutilisation des ressources informatiques et de l'expérience humaine existants au sein d'une organisation.

Les produits de la Société correspondent à un véritable besoin du marché qui s'oriente nettement vers le déploiement de services réutilisables et l'exploitation des expertises internes des organismes. Les attentes du marché indiquent que 80% de nouveaux développements applicatifs se fera par mode d'application composite (assemblage et réutilisation de fonctionnalités existantes) plutôt que par le développement d'applications traditionnelles.

Sa suite SmartGuide est le fruit d'années d'expérience auprès de clients partageant le besoin de personnaliser l'accès à leurs informations et à leurs processus selon le contexte des utilisateurs et ce peu importe l'emplacement des systèmes informatiques en place. Cette capacité est indispensable lorsqu'il s'agit de simplifier les relations des citoyens et des entreprises avec l'administration publique dont les activités donnent lieu à des processus nombreux et complexes. La couche Alphinat d'accès unifiée fait partie du déploiement actuel des portails de service de nouvelle génération du Gouvernement du Québec et la société est

très active pour consolider sa valeur ajoutée et créer autour de sa solution un dispositif intégré de support, de formation et de prestation de services.

Ce modèle constitue la « Recette du Québec » et fait actuellement l'objet d'une documentation complète destinée aux forces de vente des grands partenaires commerciaux d'Alphinat, notamment IBM et ATOS ORIGIN (France)

Le marché du secteur public constitue un fort potentiel pour la solution « clé-en-main » d'Alphinat. En effet, dans la plupart des administrations publiques les nombreux départs à la retraite anticipés au cours de la prochaine décennie, l'augmentation du nombre des formalités à traiter et leur complexité croissante, la réduction des budgets d'opération imposent une productivité accrue du secteur public alors que dans le même temps la demande des usagers se fait de plus en plus pressante pour une simplification radicale du fardeau administratif.

Alphinat s'emploie actuellement à parfaire sa solution du secteur public, basée sur le modèle du Québec. Une telle solution qui répond entièrement à la problématique des gouvernements en ligne peut faire l'objet de ventes directes et indirectes à des prix extrêmement compétitifs par rapport aux solutions traditionnelles codées sur mesure.

Il s'agit globalement de marchés où les investissements en nouveaux services se chiffrent en milliards de \$: 230 Milliards \$ en 2006 ; 250 Milliards \$ en 2007 dont 50% correspondent à des services professionnels (Source Webcast IBM sur le secteur public, mars 2007).

Risques et incertitudes

Le principal degré d'incertitude est relatif à la longueur des cycles de vente dans les secteurs publics et de la Santé où la société a concentré jusqu'à maintenant l'essentiel de ses efforts.

Alphinat dispose de ressources financières limitées et pourrait avoir besoin de liquidités additionnelles qui peuvent s'avérer indisponibles ou disponibles à des conditions inacceptables.

L'importance de la valeur des outils et des solutions Alphinat dans le monde Internet peut attirer l'attention de joueurs capables de déployer des moyens considérables pour développer des produits concurrents, affectant ainsi le potentiel commercial d'Alphinat.

Énoncés prospectifs

Le rapport contient des énoncés prospectifs à l'égard de la société. Ces énoncés prospectifs, par leur nature, impliquent certains risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux envisagés par ces énoncés. La société considère que ces énoncés prospectifs ont été basés sur une prémisse raisonnable au moment de leur préparation, mais elle met en garde les lecteurs à l'égard de futures hypothèses dont plusieurs sont hors du contrôle de la direction, et qui pourraient autrement s'avérer incorrectes.

Le lecteur est invité à consulter le Sedar (www.sedar.com) pour toute information complémentaire sur la société.